

# Le livre blanc du gouvernement sur le Brexit très critiqué

ROYAUME-UNI Les Communes et les milieux économiques inquiets et sceptiques

- Une nouvelle formule fait son apparition : un « Brexit pratique, basé sur des principes ».
- Elle ne correspond à aucun modèle existant d'échange et de coopération avec l'UE.
- La question irlandaise reste sans solution.

## LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Pour vendre son projet de Brexit à la classe politique et aux Britanniques, le gouvernement a trouvé une nouvelle formule : un « *Brexit pratique, basé sur des principes* ». Le lancement de ce slogan correspond à la publication jeudi du très attendu livre blanc sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans ce rapport, l'exécutif tente de se démarquer des supporters d'un Brexit plus radical et idéologique, tout en respectant l'issue du référendum du 23 juin 2016.

Sur le fond, la proposition d'accord détaillée par le gouvernement dans un rapport de 104 pages développe les grandes lignes tracées par la Première ministre britannique dans son discours de Mansion House le 3 mars dernier. Les autorités veulent extraire le pays du marché unique européen et de l'union douanière européenne, au nom du principe de souveraineté nationale, mais ambitionnent de trouver un *modus vivendi* qui assure la continuité des échanges commerciaux, en particulier en matière agroalimentaire, et garan-

tisse une étroite coopération en matière de sécurité.

**« Je suis impatient de négocier avec le Royaume-Uni »**

MICHEL BARNIER, LE NÉGOCIATEUR EN CHEF DE L'UE, SUR TWITTER

La relation que le Royaume-Uni appelle de ses vœux ne correspond à aucun modèle existant d'échange et de coopération avec l'UE. Le gouvernement ne s'en cache pas. Dominic Raab, qui a pris la succession de David Davis lundi à la tête du ministère du Brexit, promet d'établir une relation « *inédite* », « *unique* » et « *sans équivalent* » avec le Continent « *dans un esprit de pragmatisme, de compromis et d'amitié* ». « *Entre droits et devoirs, (notre proposition d'accord) parvient à un juste équilibre* », assure de son côté la Première ministre Theresa May en introduction du rapport qui doit servir de base à un futur accord avec l'Union européenne.

Devant la Chambre des Communes, M. Raab a vanté le caractère « novateur » de cette proposition – la seule publiée à ce jour par Londres depuis le référendum du 23 juin 2016. Or, sur les bancs du parti conservateur comme sur ceux de l'opposition, les députés sont restés hermétiques à l'enthousiasme déployé par le nouveau ministre du Brexit. « *Le Royaume-Uni sera soumis aux lois européennes mais n'aura pas son mot à dire dans leur élaboration* », a protesté dans un communiqué le tory Jacob Rees-Mogg, leader de la faction la plus fondamentaliste des Brexiteurs. D'autres élus ont dénoncé les contradictions du gouvernement, notamment au sujet de

l'influence que conservera la Cour de justice de l'UE sur les affaires britanniques.

Les milieux des affaires, eux, ont tiré à boulets rouges sur le gouvernement. La

City of London, d'habitude adepte d'un langage feutré, a très vivement réagi à l'exclusion du secteur des services du projet de libre-échange mis au point par le gouvernement de M<sup>me</sup> May. « *C'est un sérieux coup porté au secteur financier et autres secteurs qui lui sont associés, a tonné Catherine McGuinness, l'une des dirigeantes du district financier de la capitale. (...) Il est dans l'intérêt des foyers et des entreprises de garantir une relation commerciale ambitieuse qui englobe les biens comme les services des deux côtés de la Manche.* »

La directrice générale de Lloyd's of London, entreprise leader sur le marché de l'assurance, a annoncé qu'elle allait accélérer l'installation de sa succursale à Bruxelles. « *Les services financiers et les services spécialisés ne sont pas du tout pris en compte (dans le livre blanc). C'est très décevant. Nous représentons 80 % de l'économie britannique* », a déclaré Inga Beale dans une interview à la BBC jeudi.

**Pour le député conservateur Jacob Rees-Mogg, défenseur d'une rupture nette avec l'UE, ce plan fera du Royaume-Uni**

### « *un vassal de l'Europe* »

Le gouvernement de Theresa May souhaite en effet signer un accord de libre-échange qui s'appliquerait uniquement aux biens grâce au respect de « *règles communes* » avec l'UE placées sous le contrôle du Parlement de Westminster. Le Labour a estimé que l'exclusion des services était une erreur et une faute. Keir Starmer, responsable du Brexit au sein du Parti travailliste, a jugé le livre blanc bien « *en deçà des attentes* » des milieux économiques, des syndicats et de la Chambre des Communes. « *Il y a un consensus grandissant en faveur d'une relation économique aussi étroite que possible avec l'UE* », a affirmé le député londonien.

Jeudi soir, députés et représentants de l'économie réclamaient des éclaircissements à l'exécutif concernant les règles de « *mobilité* » des travailleurs entre le Royaume-Uni et l'UE après le Brexit. Un épais brouillard entourait également la question de la frontière entre Irlande du Nord et République irlandaise. Selon Simon Usherwood, le directeur adjoint du centre de réflexion The UK in a Changing Europe, « *en l'absence d'une position détaillée et complète à ce sujet, le principal obstacle à un accord de retrait reste intact* ». ■

**AMANDINE ALEXANDRE**